

MIR

NOTES FROM THE OFFICE OF THE SPOKESMAN 10 DEC 1995 - 8 MAR 1996

EASE RETAIN
GINAL ORDER

UNCLASSIFIED
EL/WG APR 2009

UNARCHIVES
SERIES S-1120
BOX 63
FILE 3
ACC. 1998/0278



Bureau du Porte-parole

**LE CONSEIL DE SECURITE RENOUVELLE LE MANDAT
DE LA MINUAR JUSQU'AU 12 DECEMBRE 1995**

Résolution 1028 (1995) adoptée à l'unanimité, le 8 décembre 1995

Texte de la résolution

Le Conseil de sécurité,

Rappelant toutes ses résolutions précédentes sur la situation au Rwanda, en particulier sa résolution 997 (1995) du 9 juin 1995,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la Mission d'assistance des Nations Unies au Rwanda (MINUAR) en date du 1er décembre 1995 (S/1995/1002),

1. **Décide de proroger le mandat de la MINUAR jusqu'au 12 décembre 1995;**
2. **Décide de rester activement saisi de la question.**



Bureau du Porte-parole

**LE CONSEIL DE SECURITE RENOUVELLE LE MANDAT
DE LA MINUAR JUSQU'AU 8 MARS 1996**

Résolution 1029 (1995) adoptée à l'unanimité, le 12 décembre 1995

Texte de la résolution

Le Conseil de sécurité,

Rappelant toutes ses résolutions précédentes sur la situation au Rwanda, en particulier sa résolution 872 (1993) du 5 octobre 1993 par laquelle il a créé la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), ainsi que ses résolutions 912 (1994) du 21 avril 1994, 918 (1994) du 17 mai 1994, 925 (1994) du 8 juin 1994, 965 (1994) du 30 novembre 1994 et 997 (1995) du 9 juin 1995, qui définissent le mandat de la MINUAR,

Rappelant sa résolution 955 (1994) du 8 novembre 1994, portant création du Tribunal international pour le Rwanda, et sa résolution 978 (1995) du 27 février 1995, concernant la nécessité d'arrêter les personnes soupçonnées d'avoir participé au génocide au Rwanda,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la MINUAR en date du 1er décembre 1995 (S/1995/1002),

Prenant note des lettres adressées au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères du Rwanda les 13 août et 24 novembre 1995 (S/1995/1018, annexe I et S/1995/1018, annexe II),

Soulignant l'importance du rapatriement librement consenti des réfugiés rwandais, en toute sécurité, ainsi que celle d'une véritable réconciliation nationale,

Notant avec une vive préoccupation les informations selon lesquelles des éléments de l'ancien régime poursuivraient leurs préparatifs militaires et leurs incursions au Rwanda, soulignant la nécessité de prendre des mesures efficaces pour que les Rwandais se trouvant actuellement dans des pays voisins, y compris ceux qui sont dans des camps, n'entreprennent pas d'activités militaires visant à déstabiliser le Rwanda et ne reçoivent pas d'armements, étant donné que ces armements seraient très vraisemblablement destinés à être utilisés au Rwanda, et se félicitant à cet égard de la mise en place de la Commission internationale d'enquête créée en application de sa résolution 1013 (1995) du 7 septembre 1995,

.../

Soulignant que des efforts accrus sont indispensables pour aider le Gouvernement rwandais à instaurer un climat de confiance propre à faciliter le retour des réfugiés rwandais se trouvant dans des pays voisins,

Soulignant qu'il est nécessaire d'accélérer le versement de l'aide internationale pour le relèvement et la reconstruction du Rwanda,

Notant avec satisfaction la tenue au Caire, les 28 et 29 novembre, du Sommet des chefs d'Etat de la région des Grands Lacs, ainsi que la Déclaration publiée par ces derniers le 29 novembre 1995 (S/1995/1001),

Soulignant qu'il importe que tous les Etats appliquent les recommandations adoptées par la Conférence régionale sur l'assistance aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées dans la région des Grands Lacs, tenue à Bujumbura en février 1995, ainsi que celles qui figurent dans la Déclaration du Caire,

Se félicitant des efforts que continue de faire le Gouvernement rwandais aux fins du maintien de la paix et de la sécurité ainsi que pour la reconstruction et le relèvement du pays,

Mesurant l'utilité du concours que les spécialistes des droits de l'homme déployés au Rwanda par le Haut Commissaire aux droits de l'homme ont apporté en vue de l'amélioration de la situation générale,

Considérant qu'il incombe au Gouvernement rwandais d'assurer la protection et la sécurité de l'ensemble du personnel de la MINUAR et des autres membres du personnel international servant au Rwanda,

1. Décide de proroger le mandat de la MINUAR une dernière fois jusqu'au 8 mars 1996;
2. Décide aussi, compte tenu des efforts entrepris pour rétablir la paix et la stabilité grâce au rapatriement librement consenti des réfugiés rwandais, en toute sécurité, de modifier le mandat de la MINUAR de façon que celle-ci :
 - a) Exerce ses bons offices pour faciliter le rapatriement librement consenti des réfugiés rwandais, en toute sécurité, compte tenu des recommandations de la Conférence de Bujumbura et du Sommet tenu au Caire par les chefs d'Etat de la région des Grands Lacs, et promouvoir une réconciliation nationale véritable;
 - b) Aide le Gouvernement rwandais à faciliter le rapatriement librement consenti des réfugiés, en toute sécurité et, à cette fin, soutienne par des activités de surveillance les efforts que celui-ci a entrepris pour favoriser l'instauration d'un climat de confiance;
 - c) Aide le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et d'autres organismes internationaux à fournir un appui logistique en vue du rapatriement des réfugiés;
 - d) Contribue, avec l'assentiment du Gouvernement rwandais, à assurer la protection du Tribunal international pour le Rwanda, à titre intérimaire en attendant que d'autres arrangements convenus avec le Gouvernement rwandais puissent être conclus;

.../

3. Prie le Secrétaire général de ramener à 1 200 personnes les effectifs de la MINUAR, afin d'exécuter le mandat énoncé au paragraphe 2 ci-dessus;
4. Prie le Secrétaire général de ramener à 200 le nombre des observateurs militaires et membres du personnel d'état-major et autre personnel militaire d'appui;
5. Prie le Secrétaire général de commencer à établir des plans en vue du retrait complet de la MINUAR, celui-ci devant se faire dans les six semaines suivant l'expiration du mandat actuel;
6. Prie le Secrétaire général de retirer la composante de police civile de la MINUAR;
7. Prie le Secrétaire général d'envisager, compte tenu des règlements existants de l'Organisation des Nations Unies, la possibilité de transférer, à mesure que des éléments de la MINUAR se retireront, du matériel non militaire de la MINUAR qui serait utilisé au Rwanda;
8. Prend note de la coopération existant entre la MINUAR et le Gouvernement rwandais aux fins de l'accomplissement du mandat de la Mission, et prie instamment le Gouvernement rwandais et la MINUAR de continuer à appliquer l'Accord sur le statut de la Mission en date du 5 novembre 1993, ainsi que tout nouvel accord qui pourrait être conclu en vue de faciliter l'exécution du nouveau mandat de la MINUAR;
9. Demande au Gouvernement rwandais de prendre toutes les dispositions requises pour que le retrait prévu de personnel et de matériel de la MINUAR puisse s'effectuer dans l'ordre et en toute sécurité;
10. Remercie les Etats, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales qui ont fourni une aide humanitaire aux réfugiés et aux personnes déplacées dans le besoin, les engage à persévérer et demande au Gouvernement rwandais de continuer à faciliter l'acheminement et la distribution des secours;
11. Demande aux Etats et aux organismes donateurs d'honorer l'engagement qu'ils ont pris de soutenir les efforts de relèvement du Rwanda, d'accroître l'aide qu'ils apportent déjà à cette fin et, en particulier, de favoriser la mise en place à bref délai et le fonctionnement efficace du Tribunal international, ainsi que le rétablissement de l'appareil judiciaire rwandais;
12. Demande aussi aux Etats de coopérer pleinement avec la Commission d'enquête créée par sa résolution 1013 (1995);
13. Engage le Secrétaire général et son Représentant spécial à continuer de coordonner les activités des Nations Unies au Rwanda, y compris celles des organisations et institutions s'occupant d'aide humanitaire et de développement, ainsi que les activités des spécialistes des droits de l'homme;
14. Prie le Secrétaire général de lui faire rapport le 1er février 1996 au plus tard sur la façon dont la MINUAR s'acquitte de son mandat et sur l'état d'avancement du rapatriement des réfugiés;
15. Décide de rester activement saisi de la question.



UNAMIR-MINUAR

Office of the Spokesman

**SECURITY COUNCIL EXTENDS AND ADJUSTS MANDATE OF
UNAMIR UNTIL 8 MARCH 1996**

**Resolution 1029 (1995) adopted unanimously
on 12 December 1995**

Text of the Resolution

The Security Council,

Recalling all its previous resolutions on the situation in Rwanda, in particular its resolution 872 (1993) of 5 October 1993 by which it established the United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR), and its resolutions 912 (1994) of 21 April 1994, 918 (1994) of 17 May 1994, 925 (1994) of 8 June 1994, 965 (1994) of 30 November 1994 and 997 (1995) of 9 June 1995, which set out the mandate of UNAMIR,

Recalling its resolution 955 (1994) of 8 November 1994, establishing the International Tribunal for Rwanda, and its resolution 978 (1995) of 27 February 1995, concerning the necessity for the arrest of persons suspected of committing genocide in Rwanda,

Having considered the report of the Secretary-General on UNAMIR dated 1 December 1995 (S/1995/1002),

Noting the letters of the Foreign Minister of Rwanda to the Secretary-General of 13 August 1995 and 24 November 1995 (S/1995/1018, Annex I and S/1995/1018, Annex II),

Stressing the importance of the voluntary and safe repatriation of Rwanda refugees and of genuine national reconciliation,

Noting with great concern continuing reports of military preparations and incursions into Rwanda by elements of the former regime, underlining the need for effective measures to ensure that Rwandan nationals currently in neighbouring countries, including those in camps, do not undertake military activities aimed at destabilizing Rwanda or receive arms supplies, in view of the great likelihood that such arms are intended for use within Rwanda, and welcoming in this context

.../

the establishment of the International Commission of Inquiry pursuant to its resolution 1013 (1995) of 7 September 1995,

Underlining the need for increased efforts to assist the Government of Rwanda in the promotion of a climate of confidence and trust in order to facilitate the return of Rwandan refugees in neighbouring countries,

Emphasizing the necessity for the accelerated disbursement of international assistance for the rehabilitation and reconstruction of Rwanda,

Welcoming the summit of Heads of State of the Great Lakes Region held in Cairo on 28-29 November and the Declaration of 29 November 1995 issued by them (S/1995/1001),

Emphasizing the importance of all States acting in accordance with the recommendations adopted by the Regional Conference on Assistance to Refugees, Returnees and Displaced Persons in the Great Lakes Region held in Bujumbura in February 1995 and those contained in the Cairo Declaration,

Commending the Government of Rwanda's continuing efforts to maintain peace and security as well as to reconstruct and rehabilitate the country,

Recognizing the valuable contribution that the human rights officers deployed by the High Commissioner for Human Rights to Rwanda have made towards the improvement of the overall situation,

Acknowledging the responsibility of the Government of Rwanda for the safety and security of all UNAMIR personnel and other international staff serving in the country,

1. Decides to extend the mandate of UNAMIR for a final period until 8 March 1996;
2. Decides also, in the light of current efforts to restore peace and stability through the voluntary and safe repatriation of Rwandan refugees, to adjust the mandate of UNAMIR so that UNAMIR will:
 - (a) Exercise its good offices to assist in achieving the voluntary and safe repatriation of Rwandan refugees within the frame of reference of the recommendations of the Bujumbura Conference and the Cairo Summit of the Heads of State of the Great Lakes Region, and in promoting genuine national reconciliation,
 - (b) Assist the Government of Rwanda in facilitating the voluntary and safe return of refugees and, to this end, to support the Government of Rwanda in its ongoing efforts to promote a climate of confidence and trust through the performance of monitoring tasks,
 - (c) Assist the United Nations High Commissioner for Refugees and other international agencies in the provision of logistical support for the repatriation of refugees,
 - (d) Contribute, with the agreement of the Government of Rwanda, to the protection of the International Tribunal for Rwanda as an interim measure until alternative arrangements agreed with the Government of Rwanda can be put in place;

.../

3. Requests the Secretary-General to reduce the force level of UNAMIR to 1,200 troops to carry out the mandate set out in paragraph 2 above;
4. Requests the Secretary-General to reduce the number of military observers, headquarters and other military support staff to 200;
5. Requests the Secretary-General to initiate planning for the complete withdrawal of UNAMIR after the expiry of the present mandate, that withdrawal to take place within a period of six weeks after the expiry of the mandate;
6. Requests the Secretary-General to withdraw the Civilian Police component of UNAMIR;
7. Requests the Secretary-General to examine, in the context of existing United Nations regulations, the feasibility of transferring UNAMIR non-lethal equipment, as elements of UNAMIR withdraw, for use in Rwanda;
8. Takes note of the cooperation existing between the Government of Rwanda and UNAMIR in the implementation of its mandate and urges the Government of Rwanda and UNAMIR to continue to implement the Status of Mission Agreement of 5 November 1993 and any subsequent agreement to replace that Agreement in order to facilitate the implementation of the new mandate;
9. Calls upon the Government of Rwanda to take all necessary measures to ensure that UNAMIR personnel and equipment that are scheduled to withdraw can do so in an orderly and safe manner;
10. Commands the efforts of States, United Nations agencies and non-governmental organizations which have provided humanitarian assistance to refugees and displaced persons in need, encourages them to continue such assistance, and calls upon the Government of Rwanda to continue to facilitate their delivery and distribution;
11. Calls upon States and donor agencies to fulfil their earlier commitments to give assistance for Rwanda's rehabilitation efforts, to increase such assistance, and in particular to support the early and effective functioning of the International Tribunal and the rehabilitation of the Rwandan justice system;
12. Also calls upon States to cooperate fully with the International Commission of Inquiry established pursuant to resolution 1013 (1995);
13. Encourages the Secretary-General and his Special Representative to continue to coordinate the activities of the United Nations in Rwanda, including those of the organizations and agencies active in the humanitarian and developmental field, and of the human rights officers;
14. Requests the Secretary-General to report to the Council by 1 February 1996 on the discharge by UNAMIR of its mandate and progress towards repatriation of refugees;
15. Decides to remain actively seized of the matter.



UNAMIR-MINUAR

Office of the Spokesman

**SECURITY COUNCIL EXTENDS AND ADJUSTS MANDATE OF
UNAMIR UNTIL 8 MARCH 1996**

**Resolution 1029 (1995) adopted unanimously
on 12 December 1995**

Text of the Resolution

The Security Council,

Recalling all its previous resolutions on the situation in Rwanda, in particular its resolution 872 (1993) of 5 October 1993 by which it established the United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR), and its resolutions 912 (1994) of 21 April 1994, 918 (1994) of 17 May 1994, 925 (1994) of 8 June 1994, 965 (1994) of 30 November 1994 and 997 (1995) of 9 June 1995, which set out the mandate of UNAMIR,

Recalling its resolution 955 (1994) of 8 November 1994, establishing the International Tribunal for Rwanda, and its resolution 978 (1995) of 27 February 1995, concerning the necessity for the arrest of persons suspected of committing genocide in Rwanda,

Having considered the report of the Secretary-General on UNAMIR dated 1 December 1995 (S/1995/1002),

Noting the letters of the Foreign Minister of Rwanda to the Secretary-General of 13 August 1995 and 24 November 1995 (S/1995/1018, Annex I and S/1995/1018, Annex II),

Stressing the importance of the voluntary and safe repatriation of Rwanda refugees and of genuine national reconciliation,

Noting with great concern continuing reports of military preparations and incursions into Rwanda by elements of the former regime, underlining the need for effective measures to ensure that Rwandan nationals currently in neighbouring countries, including those in camps, do not undertake military activities aimed at destabilizing Rwanda or receive arms supplies, in view of the great likelihood that such arms are intended for use within Rwanda, and welcoming in this context

.../

the establishment of the International Commission of Inquiry pursuant to its resolution 1013 (1995) of 7 September 1995,

Underlining the need for increased efforts to assist the Government of Rwanda in the promotion of a climate of confidence and trust in order to facilitate the return of Rwandan refugees in neighbouring countries,

Emphasizing the necessity for the accelerated disbursement of international assistance for the rehabilitation and reconstruction of Rwanda,

Welcoming the summit of Heads of State of the Great Lakes Region held in Cairo on 28-29 November and the Declaration of 29 November 1995 issued by them (S/1995/1001),

Emphasizing the importance of all States acting in accordance with the recommendations adopted by the Regional Conference on Assistance to Refugees, Returnees and Displaced Persons in the Great Lakes Region held in Bujumbura in February 1995 and those contained in the Cairo Declaration,

Commending the Government of Rwanda's continuing efforts to maintain peace and security as well as to reconstruct and rehabilitate the country,

Recognizing the valuable contribution that the human rights officers deployed by the High Commissioner for Human Rights to Rwanda have made towards the improvement of the overall situation,

Acknowledging the responsibility of the Government of Rwanda for the safety and security of all UNAMIR personnel and other international staff serving in the country,

1. Decides to extend the mandate of UNAMIR for a final period until 8 March 1996;
2. Decides also, in the light of current efforts to restore peace and stability through the voluntary and safe repatriation of Rwandan refugees, to adjust the mandate of UNAMIR so that UNAMIR will:
 - (a) Exercise its good offices to assist in achieving the voluntary and safe repatriation of Rwandan refugees within the frame of reference of the recommendations of the Bujumbura Conference and the Cairo Summit of the Heads of State of the Great Lakes Region, and in promoting genuine national reconciliation,
 - (b) Assist the Government of Rwanda in facilitating the voluntary and safe return of refugees and, to this end, to support the Government of Rwanda in its ongoing efforts to promote a climate of confidence and trust through the performance of monitoring tasks,
 - (c) Assist the United Nations High Commissioner for Refugees and other international agencies in the provision of logistical support for the repatriation of refugees,
 - (d) Contribute, with the agreement of the Government of Rwanda, to the protection of the International Tribunal for Rwanda as an interim measure until alternative arrangements agreed with the Government of Rwanda can be put in place;

.../

3. Requests the Secretary-General to reduce the force level of UNAMIR to 1,200 troops to carry out the mandate set out in paragraph 2 above;

4. Requests the Secretary-General to reduce the number of military observers, headquarters and other military support staff to 200;

5. Requests the Secretary-General to initiate planning for the complete withdrawal of UNAMIR after the expiry of the present mandate, that withdrawal to take place within a period of six weeks after the expiry of the mandate;

6. Requests the Secretary-General to withdraw the Civilian Police component of UNAMIR;

7. Requests the Secretary-General to examine, in the context of existing United Nations regulations, the feasibility of transferring UNAMIR non-lethal equipment, as elements of UNAMIR withdraw, for use in Rwanda;

8. Takes note of the cooperation existing between the Government of Rwanda and UNAMIR in the implementation of its mandate and urges the Government of Rwanda and UNAMIR to continue to implement the Status of Mission Agreement of 5 November 1993 and any subsequent agreement to replace that Agreement in order to facilitate the implementation of the new mandate;

9. Calls upon the Government of Rwanda to take all necessary measures to ensure that UNAMIR personnel and equipment that are scheduled to withdraw can do so in an orderly and safe manner;

10. Commands the efforts of States, United Nations agencies and non-governmental organizations which have provided humanitarian assistance to refugees and displaced persons in need, encourages them to continue such assistance, and calls upon the Government of Rwanda to continue to facilitate their delivery and distribution;

11. Calls upon States and donor agencies to fulfil their earlier commitments to give assistance for Rwanda's rehabilitation efforts, to increase such assistance, and in particular to support the early and effective functioning of the International Tribunal and the rehabilitation of the Rwandan justice system;

12. Also calls upon States to cooperate fully with the International Commission of Inquiry established pursuant to resolution 1013 (1995);

13. Encourages the Secretary-General and his Special Representative to continue to coordinate the activities of the United Nations in Rwanda, including those of the organizations and agencies active in the humanitarian and developmental field, and of the human rights officers;

14. Requests the Secretary-General to report to the Council by 1 February 1996 on the discharge by UNAMIR of its mandate and progress towards repatriation of refugees;

15. Decides to remain actively seized of the matter.

Bureau du Porte-parole

**LE CONSEIL DE SECURITE RENOUVELLE LE MANDAT
DE LA MINUAR JUSQU'AU 8 MARS 1996**

Résolution 1029 (1995) adoptée à l'unanimité, le 12 décembre 1995

Texte de la résolution

Le Conseil de sécurité,

Rappelant toutes ses résolutions précédentes sur la situation au Rwanda, en particulier sa résolution 872 (1993) du 5 octobre 1993 par laquelle il a créé la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), ainsi que ses résolutions 912 (1994) du 21 avril 1994, 918 (1994) du 17 mai 1994, 925 (1994) du 8 juin 1994, 965 (1994) du 30 novembre 1994 et 997 (1995) du 9 juin 1995, qui définissent le mandat de la MINUAR,

Rappelant sa résolution 955 (1994) du 8 novembre 1994, portant création du Tribunal international pour le Rwanda, et sa résolution 978 (1995) du 27 février 1995, concernant la nécessité d'arrêter les personnes soupçonnées d'avoir participé au génocide au Rwanda,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la MINUAR en date du 1er décembre 1995 (S/1995/1002),

Prenant note des lettres adressées au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères du Rwanda les 13 août et 24 novembre 1995 (S/1995/1018, annexe I et S/1995/1018, annexe II),

Soulignant l'importance du rapatriement librement consenti des réfugiés rwandais, en toute sécurité, ainsi que celle d'une véritable réconciliation nationale,

Notant avec une vive préoccupation les informations selon lesquelles des éléments de l'ancien régime poursuivraient leurs préparatifs militaires et leurs incursions au Rwanda, soulignant la nécessité de prendre des mesures efficaces pour que les Rwandais se trouvant actuellement dans des pays voisins, y compris ceux qui sont dans des camps, n'entreprennent pas d'activités militaires visant à déstabiliser le Rwanda et ne reçoivent pas d'armements, étant donné que ces armements seraient très vraisemblablement destinés à être utilisés au Rwanda, et se félicitant à cet égard de la mise en place de la Commission internationale d'enquête créée en application de sa résolution 997 (1995) du 9 juin 1995,

.../

Soulignant que des efforts accrus sont indispensables pour aider le Gouvernement rwandais à instaurer un climat de confiance propre à faciliter le retour des réfugiés rwandais se trouvant dans des pays voisins,

Soulignant qu'il est nécessaire d'accélérer le versement de l'aide internationale pour le relèvement et la reconstruction du Rwanda,

Notant avec satisfaction la tenue au Caire, les 28 et 29 novembre, du Sommet des chefs d'Etat de la région des Grands Lacs, ainsi que la Déclaration publiée par ces derniers le 29 novembre 1995 (S/1995/1001),

Soulignant qu'il importe que tous les Etats appliquent les recommandations adoptées par la Conférence régionale sur l'assistance aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées dans la région des Grands Lacs, tenue à Bujumbura en février 1995, ainsi que celles qui figurent dans la Déclaration du Caire,

Se félicitant des efforts que continue de faire le Gouvernement rwandais aux fins du maintien de la paix et de la sécurité ainsi que pour la reconstruction et le relèvement du pays,

Mesurant l'utilité du concours que les spécialistes des droits de l'homme déployés au Rwanda par le Haut Commissaire aux droits de l'homme ont apporté en vue de l'amélioration de la situation générale,

Considérant qu'il incombe au Gouvernement rwandais d'assurer la protection et la sécurité de l'ensemble du personnel de la MINUAR et des autres membres du personnel international servant au Rwanda,

1. Décide de proroger le mandat de la MINUAR une dernière fois jusqu'au 8 mars 1996;
2. Décide aussi, compte tenu des efforts entrepris pour rétablir la paix et la stabilité grâce au rapatriement librement consenti des réfugiés rwandais, en toute sécurité, de modifier le mandat de la MINUAR de façon que celle-ci :
 - a) Exerce ses bons offices pour faciliter le rapatriement librement consenti des réfugiés rwandais, en toute sécurité, compte tenu des recommandations de la Conférence de Bujumbura et du Sommet tenu au Caire par les chefs d'Etat de la région des Grands Lacs, et promouvoir une réconciliation nationale véritable;
 - b) Aide le Gouvernement rwandais à faciliter le rapatriement librement consenti des réfugiés, en toute sécurité et, à cette fin, soutienne par des activités de surveillance les efforts que celui-ci a entrepris pour favoriser l'instauration d'un climat de confiance;
 - c) Aide le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et d'autres organismes internationaux à fournir un appui logistique en vue du rapatriement des réfugiés;
 - d) Contribue, avec l'assentiment du Gouvernement rwandais, à assurer la protection du Tribunal international pour le Rwanda, à titre intérimaire en attendant que d'autres arrangements convenus avec le Gouvernement rwandais puissent être conclus;

.../

3. Prie le Secrétaire général de ramener à 1 200 personnes les effectifs de la MINUAR, afin d'exécuter le mandat énoncé au paragraphe 2 ci-dessus;

4. Prie le Secrétaire général de ramener à 200 le nombre des observateurs militaires et membres du personnel d'état-major et autre personnel militaire d'appui;

5. Prie le Secrétaire général de commencer à établir des plans en vue du retrait complet de la MINUAR, celui-ci devant se faire dans les six semaines suivant l'expiration du mandat actuel;

6. Prie le Secrétaire général de retirer la composante de police civile de la MINUAR;

7. Prie le Secrétaire général d'envisager, compte tenu des règlements existants de l'Organisation des Nations Unies, la possibilité de transférer, à mesure que des éléments de la MINUAR se retireront, du matériel non militaire de la MINUAR qui serait utilisé au Rwanda;

8. Prend note de la coopération existant entre la MINUAR et le Gouvernement rwandais aux fins de l'accomplissement du mandat de la Mission, et prie instamment le Gouvernement rwandais et la MINUAR de continuer à appliquer l'Accord sur le statut de la Mission en date du 5 novembre 1993, ainsi que tout nouvel accord qui pourrait être conclu en vue de faciliter l'exécution du nouveau mandat de la MINUAR;

9. Demande au Gouvernement rwandais de prendre toutes les dispositions requises pour que le retrait prévu de personnel et de matériel de la MINUAR puisse s'effectuer dans l'ordre et en toute sécurité;

10. Remercie les Etats, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales qui ont fourni une aide humanitaire aux réfugiés et aux personnes déplacées dans le besoin, les engage à persévérer et demande au Gouvernement rwandais de continuer à faciliter l'acheminement et la distribution des secours;

11. Demande aux Etats et aux organismes donateurs d'honorer l'engagement qu'ils ont pris de soutenir les efforts de relèvement du Rwanda, d'accroître l'aide qu'ils apportent déjà à cette fin et, en particulier, de favoriser la mise en place à bref délai et le fonctionnement efficace du Tribunal international, ainsi que le rétablissement de l'appareil judiciaire rwandais;

12. Demande aussi aux Etats de coopérer pleinement avec la Commission d'enquête créée par sa résolution 1013 (1995);

13. Engage le Secrétaire général et son Représentant spécial à continuer de coordonner les activités des Nations Unies au Rwanda, y compris celles des organisations et institutions s'occupant d'aide humanitaire et de développement, ainsi que les activités des spécialistes des droits de l'homme;

14. Prie le Secrétaire général de lui faire rapport le 1er février 1996 au plus tard sur la façon dont la MINUAR s'acquitte de son mandat et sur l'état d'avancement du rapatriement des réfugiés;

15. Décide de rester activement saisi de la question.



Office of the Spokesman

PRESS RELEASE**UNAMIR NR 95-49****13 December 1995****Mandate**

The Special Representative of the UN Secretary-General, Ambassador Shaharyar M. Khan welcomed the Security Council's decision to renew the mandate for a period of three months. The focus of UNAMIR's activities would be related to encouraging the voluntary return of refugees. Ambassador Khan noted that the 3-month mandate would be UNAMIR's last and that it had been agreed that, after concluding its mandate on March 8, UNAMIR would wind up in 6 weeks. Apart from providing good offices and logistic support for returning refugees, UNAMIR would assist the UNHCR and other International Agencies in encouraging the return of refugees. It would support the Government of Rwanda in promoting a climate of trust. UNAMIR would also protect the International Tribunal during this period. The CIVPOL element of UNAMIR would be withdrawn. Ambassador Khan noted that H.E. President Bizimungu had paid tribute to UNAMIR II's role.

Tribunal Indictments

SRSR referred to the indictments issued on 12th December by the International Tribunal in Arusha as a positive step forward in the process of bringing to justice persons accused of genocide and crimes against humanity. Ambassador Khan stated that although the people of Rwanda had waited over a year for the Tribunal to start functioning, Judge Goldstone, the Chief Prosecutor, had kept to his word that the first indictments would be made in 1995. Ambassador Shaharyar Khan added that this was the beginning of the process which would gather momentum. He expressed the hope that all member States would cooperate with the Tribunal. Ambassador Khan stated that he was encouraged by the response of regional member States at the Cairo Summit. Kenya had also indicated clearly to the Tribunal that it would cooperate with its decisions. Ambassador Khan expressed the hope that the national judicial system would be revived in the near future.

NGOs and arrests

SRSR expressed concern at the announcement that 38 NGOs had recently been ordered out of the country. Ambassador Khan stated that while it was Rwanda's sovereign right to decide on the activities of NGOs' operating in the country, he hoped that the appeals by the NGOs would be given due consideration by the Government.

Ambassador Khan also expressed concern at the arrest of Mr. Jean-Baptiste Barambirwa, President of GLADHO after he had made a speech on Sunday. Ambassador Khan stated that freedom of speech was a basic pillar of human rights. SRSR noted that Mr. Barambirwa would be presented before the Procurer today and he expressed the hope that Mr. Barambirwa would be treated with transparent justice.

.../



Bureau du Porte-parole

LE NOUVEAU MANDAT DE LA MINUAR**Entretien avec le RSSG à Radio MINUAR - Samedi 16 décembre 1995**

Le Représentant Spécial du Secrétaire Général (RSSG) Monsieur l'Ambassadeur Shaharyar Khan a accordé un entretien à Radio MINUAR permettant un large tour d'horizon à propos du nouveau Mandat de la MINUAR. Les points saillants de l'entretien sont repris ci-après:

Nouveau Point Focal du Mandat**Question**

Le mardi 12 décembre 1995 le mandat de la MINUAR a été prolongé de trois mois. L'institution mondiale restera au Rwanda, comme symbole d'encouragement aux réfugiés qui envisagent de rentrer d'exile. M. L'Ambassadeur Shaharyar Khan explique la différence entre le présent mandat et le mandat précédent.

Réponse

La différence réside dans la nature des responsabilités qui incomberont à la MINUAR du 9 décembre 1995 au 8 mars 1996. Essentiellement, la communauté internationale, ou, si vous voulez, le Conseil de Sécurité, veut mettre l'accent sur la pertinence de la MINUAR comme phare de confiance pour les réfugiés au Zaïre et en Tanzanie. Je veux préciser par là que nous n'exercerons aucune fonction effective de protection ou de sécurité sous notre nouveau mandat. Toutefois, notre présence même pourrait contribuer à l'effort international auquel se consacre le Rwanda, les pays de la région, les institutions spécialisées de l'ONU et les pays donateurs pour persuader les réfugiés de rentrer volontairement. Ainsi, le nouveau mandat souligne les bons offices que nous pouvons assurer pour persuader les réfugiés de rentrer volontairement. Le mandat comporte une référence au sommet du Caire et prévoit un soutien logistique au HCR et aux autres institutions engagées dans cet exercice. Par conséquent, le nouveau mandat, je l'espère, sera le reflet de ce qu'a dit, il y a deux jours, le Président de la République, S.E.M. Bizimungu, c'est à dire, que la MINUAR II a été une opération réussie. Nous estimons que ces remarques sont le reflet de la réalité sur le terrain et nous estimons que cette coopération peut se poursuivre.

Négociation du Nouveau Mandat**Question**

L'accord portant sur la prolongation du Mandat est intervenu après d'assez longues négociations. Il semblerait qu'il y ait trois composantes distinctes: les désirs du Gouvernement Rwandais, les désirs de la communauté des donateurs, et les désirs de l'ONU en soi. Dans quelle mesure cela a-t-il influé sur le profil du nouveau mandat?

.../

Réponse

Les divergences portaient sur deux questions: l'une étant les effectifs nécessaires pour défendre le nouveau mandat. Comme vous le savez, nous avons 1800 soldats formés et 400 observateurs militaires et autres, totalisant 2 200 personnes. Le Gouvernement Rwandais disait "très bien, si nos amis de la communauté internationale estiment que la présence de la MINUAR au Rwanda aidera les réfugiés à rentrer, nous sommes d'accord qu'ils restent mais nous ne croyons pas que vous avez besoin d'autant de soldats pour remplir le mandat". Pour sa part, la communauté internationale était d'avis que l'effectif militaire en place au 8 décembre était le stricte minimum et que réduire davantage rendrait difficile la réalisation du mandat. Le débat autour de cette question a abouti à un chiffre convenable de 1400 personnes et je suis sûr que nous allons pouvoir coopérer sur cette base.

Le deuxième point de divergence était que le Gouvernement Rwandais insistait sur le fait que, en tant que Gouvernement souverain, il devait être en mesure d'assurer la sécurité et la protection de tous, y compris les diplomates et les institutions de l'ONU. Le Gouvernement Rwandais estimait que le sous-alinéa de notre dernier mandat où l'on nous demandait "de contribuer" à la sécurité et à la protection n'était plus nécessaire. Or, Le Conseil de Sécurité est très conscient du besoin d'assurer la sécurité et la protection du personnel international et cette question a été résolue quand le Représentant du Rwanda a ouvertement déclaré, devant le Conseil de sécurité, que le Gouvernement du Rwanda assurerait la protection complète de la Communauté onusienne, des observateurs des Droits de l'Homme et des autres. Ce qui ne laissait que la question du Tribunal.

Le Tribunal

Or, le Tribunal est une question distincte. Le Tribunal tient à sa propre sécurité et protection. M. le Juge Goldstone a avancé comme argument que même à la Haye, la CIJ n'est pas sous la protection de la police ou de forces de sécurité Néerlandaises. La CCIJ et ses démembrements disposent de leur propre force de protection comme c'est le cas partout où ils opèrent, comme par exemple en Croatie. A Arusha aussi le Tribunal disposera de sa propre force de protection. Jusqu'à présent, le Tribunal pour le Rwanda dépendait de la MINUAR, pour assurer sa protection. Cependant, une fois qu'il a été convenu que le présent mandat s'achève le 8 mars, il était aussi convenu qu'à partir de ce moment-là le Tribunal International serait protégé par une nouvelle force internationale. Une fois ces deux questions réglées - l'effectif militaire nécessaire ainsi que la question de savoir qui doit protéger le Tribunal International - il n'y avait plus de problème et la résolution a été adoptée. Nous pouvons maintenant envisager les trois derniers mois de notre séjour ici dans un esprit de coopération et dans l'espoir que nous pourrions aider à persuader les réfugiés de rentrer de leur plein gré.

La Déclaration du Sommet du Caire

Question

Récemment, une organisation de réfugiés vous a accusé de pencher en faveur du Gouvernement actuel. Comment répondez-vous à de telles allégations?

.../

Réponse

Et bien, je réagis favorablement dans le sens que, si vous êtes critiqués des deux côtés, vous savez que vous agissez de façon impartiale. Dans l'entretien radiophonique en question, j'avais évoqué la décision intervenue à la Conférence du Caire qui reconnaissait qu'il y avait certaines personnes qu'il fallait appréhender en tant que criminelles présumées dans le génocide et qui devaient être remises au Tribunal. Il s'agit d'un des points dont on est convenu dans la Déclaration du Caire. Egalement, qu'il y a des camps où se trouvent des **"intimidateurs"** - ce terme figure dans la Déclaration du Caire - que les intimidateurs devraient être séparés des autres afin que les gens innocents puissent exercer un choix libre. Il y a aussi une référence claire à la suppression des radios de la haine. Or, si l'on reconnaît l'existence de radios de la haine, qu'il existe le besoin de séparer les intimidateurs des gens normaux et qu'il y a certaines personnes qui pourraient être appelées à comparaître devant le Tribunal, naturellement, la responsabilité incombe à l'Etat concerné de remplir ses obligations. Mes remarques étaient faites dans ce contexte-là. Je suis très fortement d'avis que les engagements pris au Caire, à Bujumbura, à Nairobi, doivent être mis en exécution, que ce soit par les pays qui entourent le Rwanda, comme la Tanzanie ou le Zaïre, ou que ce soit par le Rwanda lui-même qui a pris beaucoup d'engagements sur des questions relatives au retour des réfugiés. Il ne suffit pas de signer des déclarations. Il faut les voir mises en application. Et cela vaut aussi pour les institutions et pays donateurs qui ont donné leur appui au processus convenu par tous. Mes remarques s'inscrivaient dans ce contexte-là et on m'a cité, peut-être, un peu hors contexte.

J'ai moi-même été en Tanzanie et au Zaïre, à plus d'une reprise. Les deux pays insistent pour que les réfugiés rentrent. Les deux pays cherchent un soutien international pour que les réfugiés rentrent dans la sécurité et la dignité. Or, ce qu'ils disent aussi est qu'ils ont besoin d'un soutien international afin de pouvoir poursuivre cet objectif. Ce soutien international est attendu sous forme de financement et de personnel nécessaires pour entreprendre la tâche difficile de la séparation des camps, de mettre une fin à la campagne des **"radios de la haine"** et de la séparation des éléments politiques des gens normaux dans les camps. Ainsi, les persuader de rentrer volontairement ne sera pas une tâche facile. Je crois donc que la communauté internationale doit soutenir ces programmes, soutenir la mise en application des décisions du Caire et de Bujumbura. Il y a des gens, je dois dire, qui voient ce processus de retour volontaire des réfugiés comme une défaite politique de leurs objectifs, et qui critiqueront les autres car, s'ils voient la marée du retour des réfugiés et si un grand nombre commence à rentrer et sont réinstallés dans le pays avec un degré raisonnable de sécurité, alors ils auront perdu un appui politique sur lequel ils fondaient leur philosophie entière. Je ne serais pas surpris qu'une fois lancée une campagne régionale majeure pour persuader les réfugiés de rentrer, et si son succès est évident, qu'on lance beaucoup de critiques, non seulement à mon égard, mais à l'égard de toutes les institutions onusiennes ainsi qu'à l'égard de tous ceux qui font parti du processus visant le retour volontaire des réfugiés.

Déploiement futur de la MINUAR

Question

Pour en revenir à l'effet psychologique de la présence de la MINUAR, vous allez devoir choisir avec beaucoup de soin où déployer vos soldats; où et pour quelle raison les casques bleus de la MINUAR seront déployés au Rwanda?

.../

Réponse

En ce moment nous disposons de 1800 soldats formés dont la moitié environ se trouve à Kigali. Cela comprend la Logistique, le Génie et les Communications. Les 50 pour cent restant se trouvent dans quatre localités - à savoir, Gisenyi, Cyangugu, Gikongoro et Kibungu - qui se trouvent toutes quatre face à des points d'entrée probable des réfugiés: deux en face du Zaïre et deux en face du Burundi et le point d'entrée depuis la Tanzanie. Sous le nouveau mandat, avec un effectif réduit, ce que nous prévoyons est que le contingent de Kigali reste, plus ou moins avec le même profil, mais, au lieu de quatre, nous placerons deux unités de Logistique à Cyangugu et à Gisenyi, et retirerons les unités de Gikongoro et de Kibungu. Nous voulons conserver ces unités de Logistique dans ces deux zones, car la raison même du mandat de trois mois de la MINUAR est que nous assistions les réfugiés rapatriés et nous ne pouvons pas être à cinq heures de route de Cyangugu et à trois heures de Gisenyi. Nous devons être disponibles sur les lieux et nous devons nous montrer. Ainsi, dans le nouveau déploiement, je prévois que nous aurons des unités de Logistique comprenant quelques soldats, les communications, le Génie, et aussi des véhicules dans ces deux localités, pour que nous puissions prêter main-forte, comme nous l'avons fait lors du passage des 14 000 rapatriés forcés du Zaïre au mois d'août dernier. Il s'agissait là d'une opération excellente qui s'est déroulée sans entrave et nous espérons que nous pouvons être d'assistance utile sur les lieux au fur et à mesure du retour des réfugiés. J'ajouterais que si l'on voit le début d'un retour massif depuis la Tanzanie, on pourra certainement déployer une unité de Logistique à Kibungu afin d'aider là-bas aussi. Ainsi, il y a un élément de souplesse dans le déploiement de nos forces dans les mois à venir.

Police Civile

Question

Un des changements les plus frappants de ce mandat comparé au précédent est le retrait complet de la Police Civile. Or, sous le mandat précédent une des fonctions les plus importantes de l'ONU était de former la police locale et pour cette raison le CIVPOL était considéré comme partie intégrante de la Force. Pourquoi ce changement?

Réponse

Je me souviens que déjà la dernière fois, lorsqu'on débattait le mandat précédent, il y avait un fort sentiment de la part du Gouvernement du Rwanda que le CIVPOL devrait commencer à ce désengager. Les fonctions du CIVPOL se répartissent en deux volets: la majorité d'entre eux, environ 85, sont actifs dans le suivi des préfectures, à aider la Police locale et la Gendarmerie, qui n'existaient pas avant le début de cette année; à assurer les fonctions policières sur le terrain. Avec le développement d'une Gendarmerie embryonnaire et, nous l'espérons, d'une Police Communale en cours de formation, l'élément de suivi de la fonction policière n'est plus nécessaire. Je comprends pleinement que la Police et la Gendarmerie Rwandaises veulent ne plus dépendre que d'eux mêmes, et remplir les fonctions qui relèvent de leur propre souveraineté.

Le deuxième volet est peut-être celui qui va donner lieu à un vide provisoire. Le deuxième volet était celui de la formation que nous dispensions à la Gendarmerie Rwandaise et à la Police Communale dans deux institutions, l'une à Ruhengeri, pour les Gendarmes, et l'autre, pour la Police Communale, au centre de formation de Gishari, près de Nsinda, où 750 jeunes recrues ont été admis et où, il n'y a que deux semaines, le Vice-Président a inauguré le cycle de formation et a fait un

.../

discours excellent dans lequel il a loué la coopération entre la MINUAR et le Rwanda dans le lancement de ce programme. Dans le deuxième champ de coopération, nous avons environ 20 formateurs de notre CIVPOL dans chacune de ces institutions. Il est entièrement du ressort du Gouvernement Rwandais de décider s'il a besoin des formateurs ou pas. On nous a dit que le Rwanda préfère, et nous comprenons cela entièrement, que la formation se fasse de façon bilatérale. Donc, en fait, le programme a été terminé. Nos formateurs, de notre CIVPOL, sont de retour à notre siège. Ils partiront progressivement dans les trois à quatre semaines à venir; 30 pour cent partiront déjà dans la semaine à venir et ceux qui restent partiront progressivement. Le programme de la CIVPOL a été un grand succès et il est maintenant terminé. Je suis plutôt triste personnellement, que nous ne puissions continuer la formation qui avançait bien, mais il s'agit d'une décision du Gouvernement Rwandais, et nous la respectons.

La Question du Matériel

Question

Il y a une clause qui invite le Conseil de Sécurité à envisager que la MINUAR laisse son matériel "non mortel" pour qu'il puisse continuer à être utilisé au Rwanda une fois que la MINUAR se retire. Pouvez-vous en expliquer le raisonnement?

Réponse

Oui, je crois qu'il est important de comprendre le contexte de la question du matériel car l'homme de la rue ne comprend pas pourquoi l'ONU ne peut pas laisser le matériel qu'elle a amené. Après tout il est très usagé, il est de seconde main; cela coûte de le sortir du pays et si l'ONU veut vraiment aider le Rwanda, dit l'homme de la rue, pourquoi pas y laisser le matériel? La réponse à cette question est qu'il existe un règlement fondamental de l'Assemblée générale sur cette question, qui s'applique à toute opération de maintien de la paix; que ce soit au Cambodge ou au Kuwait, au Mozambique, ou en Somalie. Il existe un règlement clair sur comment disposer du matériel utilisé dans une opération de maintien de la paix. Ce règlement définit quatre catégories de matériel: la première catégorie a trait à l'équipement et au matériel qui appartient à un pays tiers. Vous voyez un grand nombre de véhicules, peints en blanc et portant le sigle de l'ONU, mais beaucoup d'entre eux n'appartiennent pas à l'ONU. Ils sont à la disposition de l'ONU, mais ils appartiennent aux pays qui ont fourni ces véhicules, ce matériel, à l'opération onusienne. Ils peuvent appartenir à, disons, l'Inde ou la Zambie, ou le Nigéria ou le Tchad, et en fin de compte il revient à ces pays de décider s'ils veulent récupérer leur matériel ou pas. En d'autres termes, ce matériel ne nous appartient pas et il appartient au pays qui l'a envoyé. C'est au pays concerné de décider ce qu'il veut en faire. Ainsi, nous n'avons aucun contrôle sur la première catégorie.

La deuxième catégorie est celle du matériel qui se trouve sur place et qui est en assez bon état pour être utilisé dans une autre opération de maintien de la paix. L'Assemblée générale de l'ONU a décidé que si l'on dispose de matériel qui est utilisable, disons, à Haïti aujourd'hui, ou au Libéria ou en Angola, alors, tout comme nous avons reçu du matériel de Somalie, de Kuwait ou du Mozambique, de même nous sommes obligés d'expédier notre matériel dans les pays que j'ai cités en premier, car sinon il faudrait acheter un nouveau matériel. Ainsi, la deuxième catégorie est celle du matériel que nous sommes obligés d'expédier à d'autres opérations de maintien de la paix.

.../

La troisième priorité concerne les autres institutions de l'ONU. Le règlement de l'Assemblée générale de l'ONU stipule que, si d'autres institutions ont besoin de matériel, elles devraient avoir la priorité dans son utilisation. Par exemple, j'ai des demandes de véhicules de la part du HCR. J'ai des demandes des Droits de l'Homme, j'ai des demandes du Tribunal, du Bureau du Procureur Adjoint ; j'ai des demandes de matériel d'autres institutions afin qu'elles puissent remplir leurs fonctions qui sont essentielles pour le Rwanda. Et l'Assemblée générale de l'ONU exigerait que la MINUAR transfère le matériel aux institutions qui en ont besoin.

Ce n'est que la quatrième catégorie de ce qui reste qui pourrait être envisagée comme étant à la disposition du Gouvernement du Rwanda. Il s'agit d'un règlement de l'Assemblée générale de l'ONU. Ni moi, ni le Secrétaire général, ni même le Conseil de Sécurité peut modifier ce règlement. Seule l'Assemblée générale peut contraindre ses propres résolutions. Ainsi, je crois que ce que vous voyez pour la première fois est une indication très claire de la part du Conseil de Sécurité que le matériel dont nous disposons et dont nous n'aurions pas un besoin évident après trois mois, devrait être utilisable au Rwanda pour le Gouvernement Rwandais, pour le peuple Rwandais, pour la réhabilitation. Ainsi, j'espère que les gens comprennent que, autant que l'on souhaiterait remettre tout le matériel à notre départ, il y a des contraintes et des limites à cela dues aux résolutions de l'Assemblée générale, dont le Rwanda bien sûr fait partie.

Présence future de l'ONU au Rwanda

Question

Que laissera l'ONU outre le matériel? Quel serait le profil d'une présence future de l'ONU au Rwanda à la suite du retrait de la MINUAR le 8 mars ?

Réponse

Bien entendu, il est du ressort du Rwanda et du Conseil de Sécurité d'en décider. Ce qui est clair c'est que la MINUAR prend fin le 8 mars. Et six semaines après cette date nous serons partis. Je crois qu'il faut souligner cela car, dans mes entretiens informels, mes amis Rwandais me donnent l'impression de croire que la MINUAR voulait rester et trouvait toutes sortes d'excuses à cela. Ceci n'est pas le cas. Comme l'indique le rapport du Secrétaire général, la MINUAR est prête à se retirer progressivement même maintenant. C'est à dire après le 8 décembre 1995. Ce qui est arrivé est qu'un effort méritoire est intervenu de la part des Etats régionaux et de la communauté internationale pour assurer le décollage dans la question des réfugiés. On estimait que notre présence ici serait utile. Elle ne serait pas critique, mais elle pourrait aider dans l'effort de persuader les réfugiés de rentrer. C'est pour cela que le Rwanda dit: "très bien, si nos amis disent que vous [la MINUAR] devrait rester, nous n'avons pas d'objection à ce que vous restiez". Mais l'avenir de la MINUAR est très clair. Le 8 mars nous commençons notre retrait progressif. Or, votre question est sur ce qui se passera après. Est-ce qu'une présence civile, orientée sur le développement, se prêtant à la satisfaction des besoins réels et actuels du Rwanda, va remplacer la MINUAR ? Par là j'entends : la réparation des routes, des ponts, la réparation de divers autres infrastructures - vous savez que beaucoup de bâtiments ne sont toujours pas opérationnels - la réparation de l'électricité, de l'eau et des communications, la relance de l'agriculture par la distribution de semences, etc., la reprise dans l'emploi à court terme. Voilà les questions immédiates que le Rwanda a besoin de voir résolues et il croit qu'il a besoin d'une sorte de "corps de la paix", de médecins, d'ingénieurs et d'agronomes.

.../

travaillant sur place et réagissant rapidement à des situations immédiates. En d'autres termes, pour s'atteler à cette sorte de zone floue entre la fin d'une lutte civile, de la guerre civile, le génocide que nous avons vus et le démarrage de programmes de développement normaux par le truchement de la Banque Mondiale et par l'assistance bilatérale, par le biais de la Table Ronde. Il existe une zone floue dont il faut s'occuper entre le maintien de la paix et le développement normal, peut-être s'agit-il de la construction de la paix.

Le problème est - c'est une chose qui n'est pas facile à comprendre - le problème est que les gens disent que cela devrait être facile. "Votre présence militaire ici vous coûte X dollars par jour, vous avez tous ces soldats, ce matériel, ces véhicules; il semble qu'il n'y a qu'à les remplacer avec une présence civile". Malheureusement, l'ONU ne peut pas faire cette transition automatiquement car les opérations de maintien de la paix sont financées à partir des quotes-parts de cotisation - c'est à dire, à partir des contributions obligatoires des Etats membres. Le financement d'une présence civile, du type d'un "corps de la paix", une présence d'urgence pour la construction de la paix, de médecins et d'ingénieurs, viendraient des contributions volontaires. Vous ne pouvez pas utiliser le financement prévu pour une opération de maintien de la paix, pour une opération civile. Ainsi, l'argent qui finance la MINUAR ne peut pas être automatiquement consacré à une opération civile. Durant les trois prochains mois, voyant les problèmes de l'ONU, ses limites, ses contraintes, l'attitude des Etats membres, nous devrions examiner comment nous pouvons développer une présence qui rencontre les besoins du Rwanda, financée convenablement par des contributions volontaires. Il est important que les gens comprennent qu'il ne s'agit pas d'une diversion ou d'un re-ciblage de flux financiers automatique, d'une opération à une autre.

La MINUAR et le Retour des Réfugiés

Question

Quel degré d'optimisme ressentez-vous que la présence de la MINUAR fera la différence dans le retour des réfugiés?

Réponse

C'est très clair pour moi que la présence de la MINUAR est importante mais pas critique.

Ceux qui avancent que la MINUAR est ici depuis un an et demi et que les réfugiés ne sont pas rentrés, ce qui tendrait donc à prouver que la présence de la MINUAR ne change rien, sont hors de propos. L'argument qu'ils avancent est sans rapport avec la question. On n'a jamais affirmé que la présence de la MINUAR en soi est un aimant pouvant attirer le retour des réfugiés. Nous pouvons être un facteur d'influence, nous pouvons, au mieux, être un facteur important, mais il y a d'autres facteurs beaucoup plus critiques qui doivent être assurés pour que les réfugiés rentrent volontairement. Ces facteurs ont été évoqués à Bujumbura, au Caire et à Nairobi, et, si vous me permettez de les résumer, ce sont les suivants: les réfugiés dans les camps doivent, psychologiquement, avoir la confiance de rentrer, être persuadés qu'ils seront traités correctement et avec justice; qu'ils ne seront ni persécutés, ni intimidés et qu'ils auront la part qui leur revient. Il s'agit d'un facteur vital, critique, dont il faut convaincre les réfugiés en Tanzanie et au Zaïre. Et c'est essentiellement au Gouvernement Rwandais qu'il revient de les convaincre. Les domaines où il faut donner ces assurances sont connus: pas de détention arbitraire, tout rapatrié doit se voir

.../

accordé son dû ; quiconque est soupçonné de délit, ou pire, devrait être jugé de façon transparente ; il ne s'agit pas de déclarations ou de prises de position dans des conférences, mais de déclarations qu'il faut mettre en application sur le terrain.

J'ajouterais ici que la performance récente du Gouvernement Rwandais indique que les rapatriés ont été bien traités. Voyez les 14 000 qui ont été renvoyés de force du Zaïre au mois d'août. En trois ou quatre jours ils étaient de retour dans leurs communes, relativement bien réinstallés. Même quand on pense au mois, d'août précédent, au moment du départ des Français et de la réintégration de la Zone de protection humanitaire. Nous avons vu environ un million de personnes déplacées rentrer chez elles en trois ou quatre mois. Certaines d'entre elles ont quitté le pays, parties au Zaïre, en Tanzanie et au Burundi ; d'autres ont eu des difficultés à se réinstaller car elles étaient accusées de faire partie d'un syndrome qui s'élevait contre le nouveau Gouvernement. Toutefois, dans l'ensemble, la majorité d'entre elles, de ce million de personnes est rentré dans la sécurité. Donc, la performance démontre que le Gouvernement fait un effort pour réinstaller ces personnes de façon honorable et honnête. Bien entendu, il y aura des cas de vengeance, des cas où certains agiront en dehors du cadre de la justice transparente, des cas où les gens pourraient être traités de façon incorrecte. Mais, l'élément psychologique de rassurant doit être renforcé par une action sur le terrain.

Le deuxième élément critique, comme stipulé au Caire, et dans les discussions tripartites en cours, est qu'il faut mettre fin aux campagnes de haine, aux radios de la haine, dans les camps. Il faut mettre un terme à l'intimidation; il est nécessaire de séparer ceux qui ont fait partie de la milice et de l'armée des gens normaux qui les ont accompagnés, au moment du traumatisme de l'année dernière. Et il est nécessaire de mettre un terme à l'entraînement militaire et à l'infiltration trans-frontière. Or, une fois que tout cela cesse, ou se trouve maîtrisé, les chances de voir rentrer les réfugiés seront multipliées. Dans tout ce syndrome, la MINUAR peut jouer un rôle positif. En d'autres termes, si l'on nous voyait partir au moment même où tout le monde oeuvre ensemble pour assurer le retour volontaire des réfugiés, cela constituerait un message incorrect pour les camps. Pour répondre à votre question, j'estime que les trois mois à venir ont de l'importance pour essayer de persuader les réfugiés de rentrer. J'estime que notre présence ici est pertinente, qu'elle est importante mais qu'elle n'est pas critique. Que nous soyons présents ici ou pas, n'affectera pas de façon critique le retour des réfugiés. Ce sont les deux autres éléments que j'ai cités qui affecteront le retour des réfugiés, et j'espère que nous pouvons tous pouvoir conjuguer nos efforts et que les deux entraves critiques pourront être levées afin que nous puissions voir un retour massif des réfugiés.

Question

Il s'agit toujours de conditionnalités; nous oeuvrons toujours autour du **"Plan A - les réfugiés doivent rentrer"**. Les réfugiés ont voté avec leurs pieds depuis 18 mois, de ne pas rentrer. Le moment n'est-il pas venu pour que la communauté internationale songe au **"Plan B"** - le déplacement des camps de réfugiés loin de la frontière pour qu'il n'y ait pas d'infiltration, pour que les réfugiés soient installés en d'autres lieux où ils pourraient être auto-suffisants?

.../

Réponse

Je crois honnêtement qu'il faut un effort sérieux pour mettre en application les décisions que toutes les parties concernées ont prises dans l'effort d'assurer le retour volontaire des réfugiés. Par là j'entends la mise en application des Déclarations de Bujumbura et du Caire. Je ne crois pas que cette mise en application se réalise. Je crois que si la mise en application a lieu, ce n'est qu'alors que vous pourrez évaluer si oui ou non les réfugiés ont pu exercer leur désir de plein gré de rentrer. Si, à ce moment là, ils ne décident toujours pas de rentrer, alors, je pense que votre **"Plan B"** devra être examiné sérieusement. Toutefois, j'estime que le syndrome dans son ensemble, autant politique qu'en ce qui concerne les réfugiés sur le terrain, impose que nous fassions un effort pour rapatrier les réfugiés non seulement comme partie d'un processus humanitaire, non seulement pour soulager des pays tels que le Zaïre, la Tanzanie et le Burundi du fardeau que représente ces réfugiés, mais aussi comme partie d'un règlement politique, car, jusqu'au retour des réfugiés, on ne peut pas vraiment dire que nous nous acheminons vers le type d'harmonie ethnique que nous considérons tous comme étant essentielle dans une solution politique pour le pays. Tant que les réfugiés restent à l'extérieur, une partie fondamentale du puzzle manque et sans que cet élément soit réintégré dans l'ensemble, j'estime qu'une solution politique aux problèmes manquera. Jusqu'à ce que l'on réinsère ce morceau du puzzle, la tension persistera, surtout dans les zones frontalières et j'estime que cela pèsera toujours contre la sécurité régionale de la région.



Office of the Spokesman

PRESS RELEASE

UNAMIR NR 96-03

3 January 1996

MEMBERSHIP OF PRINCIPAL UNITED NATIONS ORGANS IN 1996

General Assembly

The General Assembly is composed of all 185 United Nations member States.

Security Council

The Security Council has 15 members. The Charter designates five States as permanent members, and the General Assembly elects 10 other members for two-year terms. The term of office for each non-permanent member of the Council ends on 31 December of the year indicated in parentheses next to its name.

The five permanent members of the Security Council are China, France, Russian Federation, United Kingdom and United States.

The 10 non-permanent members of the Council in 1996 are Botswana (1996), Chile (1997), Egypt (1997), Germany (1996), Guinea-Bissau (1997), Honduras (1996), Indonesia (1996), Italy (1996), Poland (1997) and Republic of Korea (1997).

Economic and Social Council

The Economic and Social Council has 54 members, elected for three-year terms by the General Assembly. The term of office for each member expires on 31 December of the year indicated in parentheses next to its name. In 1996, the Council is composed of the following 54 States:

Argentina (2000), Australia (1997), Bangladesh (2000), Belarus (1997), Brazil (1997), Bulgaria (1996), Canada (2000), Central African Republic (2000), Chile (1996), China (2000), Colombia (1997), Congo (1977), Côte d'Ivoire (1997), Costa Rica (1996), Czech Republic (2000), Egypt (1996), Finland (2000), France (1996), Gabon (2000), Germany (1996), Ghana (1996), Greece (1996), Guyana (2000), India (1997), Indonesia (1996), Ireland (1996), Jamaica (1997), Japan (1996), Jordan (2000), Lebanon (2000), Luxembourg (1997), Malaysia (1997), Netherlands (1997), Nicaragua (2000), Paraguay (1996), Philippines (1997), Poland (1997), Portugal (1996), Romania (2000), Russian Federation (2000), Senegal (1996), South Africa (1997), Sudan (1997), Sweden (2000), Thailand (1997), Togo (2000), Tunisia (2000), Uganda (1997), United Kingdom (2000), United Republic of Tanzania (1996), United States (1997), Venezuela (1996), and Zimbabwe (1996).

Trusteeship Council

The Trusteeship Council has five members: China, France, Russian Federation, United Kingdom and the United States. With the independence of Palau, the last remaining United Nations Trust Territory, the Council formerly suspended operation on 1 November 1994. By a resolution adopted on that day, the Council amended its rules of procedure to drop the obligation to meet annually and agreed to meet as occasion required -- by its decision or the decision of its President, or at the request of a majority of its members or the General Assembly or the Security Council.

International Court of Justice

The International Court of Justice has 15 members, elected by both the General Assembly and the Security Council. Judges hold nine-year terms, which end on 5 February of the year indicated in parentheses next to their names.

As of today, the composition of the Court is as follows:

Mohammed Bedjaoui of Algeria (1997); Luigi Ferrari Bravo of Italy (1997); Carl-August Fleischhauer of Germany (2003); Gilbert Guillaume of France (2000); Geza Herczegh of Hungary (2003); Rosalyn Higgins of the United Kingdom (2000); Abdul G. Koroma of Sierra Leone (2003); Shigeru Oda of Japan (2003); Raymond Ranjeva of Madagascar (2000); Stephen M. Schwebel of the United States (1997); Mohammed Shahabuddeen of Guyana (1997); Shi Jiuyong of China (2003); Vladlen S. Vershchetin of the Russian Federation (1997); and Christopher G. Weeramantry of Sri Lanka (2000). One seat is vacant owing to the death on 24 October 1995 of Judge Andres Aguilar Mawdsley, of Venezuela. The election of a member to serve out the remainder of Judge Mawdsley's nine-year term, until 5 February 2000, will be held on 28 February at simultaneous meetings of the Security Council and the General Assembly.

For more information, please contact the Office of the Spokesman in Kigali: phone: 84496, 84539, 84510 ext.: # 11075 or 11077.

Office of the Spokesman

4 January 1996

HUMANITARIAN ASSISTANCE, 17 - 23 DECEMBER 1995

- The Ghana Company (Ghancoy) treated and discharged 345 out-patients and 32 dental patients.
- The Indian Battalion (Indbatt) treated 904 medical and dental patients.
- The Force Engineering Company deployed troops for reconstruction of Gashora bridge.
- It deployed excavator-cum-digger for creating sanitary facilities in Gitarama prison.
- It deployed one bulldozer for improvement of a 12-km track leading to the ARDEC Housing Project, promoted by Mrs. Kagame to assist widows.
- It deployed one bulldozer for improvement of track leading to new location for 10M premises.
- The Indian Battalion (Indbatt) repaired and installed water pump at Mugina orphanage.
- The Force Engineering Company provided one vehicle to ARDEC for transporting wood.
- It also provided one vehicle for transporting construction materials for a Mosque in Kigali.
- The Ghana Company provided two TCVs to RPA 201 Bridge HQ to convey from Kigali ration for troops in Kibungo.
- It provided five TCVs to 236 prisoners from Muhazi and Rwamagana commune detention centres to Kibungo prisons on 23 December 1995.
- The Indian Battalion transported 11 tons of ration from Kigali to Butare RPA units.

.../



UNAMIR MINUAR

R W A N D A

COMMUNIQUE DE PRESSE NO 26/94

URGENT/URGENT/URGENT/URGENT/URGENT/

KIGALI, (BIEP), 28 MARS 1994

RWANDA: APPEL DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE AUX PARTIES RWANDAISES

A L'ISSUE DE LEUR RENCONTRE CE JOUR A KIGALI, LE REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES AU RWANDA, LE NONCE APOSTOLIQUE- DOYEN DU CORPS DIPLOMATIQUE-, LE REPRESENTANT DU FACILITATEUR- L'AMBASSEUR DE TANZANIE, ET LES AMBASSEURS DES PAYS OBSERVATEURS DU PROCESSUS D'ARUSHA ONT ADOPTE LA DECLARATION CI-APRES:

Page 1: TEXTE FRANCAIS;
Page 2: TEXTE ANGLAIS
Page 3: TEXTE KINYARWANDA

(END)



28/03/1994

LISTE DES SIGNATAIRES DE LA DECLARATION
DU 28 MARS 1994

**Le Représentant Spécial du
Secrétaire Général de l'ONU
Le Nonce Apostolique
L'Ambassadeur des Etats-Unis
L'Ambassadeur de France
L'Ambassadeur de Belgique
L'Ambassadeur d'Allemagne
Le Représentant du Facilitateur
L'Ambassadeur du Zaïre
L'Ambassadeur d'Ouganda
Le Chargé d'affaires du Burundi**

**Dr. Jacques-Roger Booh-Booh
Mgr. Giuseppe Bertello
S.E. M. David Rawson
S.E. M. Jean-Michel Marlaud
S.E. M. Johan Swinnen
S.E. M. Dieter Holscher
S.E. M. Saleh Tambwe
S.E. M. Kokule
S.E. M. Ignatius B. Katetegirwe
S.E. M. Severin Mfatiye**



1) Le représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, le nonce apostolique, doyen du corps diplomatique, le représentant du facilitateur et les ambassadeurs des pays observateurs du processus d'Arusha se sont réunis pour examiner les causes qui empêchent encore la mise en place de l'Assemblée Nationale de transition et du gouvernement de transition à base élargie.

2) Ils lancent un appel solennel aux parties rwandaises pour qu'elles fassent preuve d'esprit de compromis et surmontent les derniers obstacles. Ils rappellent le caractère urgent d'une solution, au regard des échéances politiques et financières.

3) Ils sont d'avis, après examen des dispositions pertinentes du protocole d'accord sur le partage du pouvoir, que tous les partis politiques agréés au Rwanda à la date de signature de ce protocole et le FPR doivent être représentés à l'Assemblée Nationale de transition dès sa mise en place, à condition qu'ils respectent l'accord de paix.

Il reviendra à la Commission sur l'Unité et la Réconciliation Nationales de veiller au respect, par chaque force politique, des principes du code d'éthique politique, dont la violation est passible de la sanction d'exclusion des institutions, décidée par la Cour Suprême.

4) Ils recommandent que cette commission soit mise sur pied sans délai après l'installation des institutions et soit chargée de remettre rapidement les premières conclusions sur le comportement des partis représentés au sein de ces institutions.

5) Ils soulignent que si ce principe est agréé par toutes les parties, plus aucune cause de retard dans la mise en place des institutions ne doit pouvoir encore surgir. Chaque force politique doit s'abstenir de toute tentative risquant de créer de nouveaux problèmes entre ou au sein des partis politiques. Une attitude constructive est indispensable au bon déroulement de la cérémonie de mise en place des deux institutions à base élargie et à leur fonctionnement efficace.





1) The Special Representative of the United Nations Secretary General, the Apostolic Nuncio, Dean of the Diplomatic Corps, the Representative of the Facilitator and the Ambassadors of the observer countries to the Arusha peace process have met to examine the reasons which still impede the setting up of the transitional National Assembly and the broad-based transition government.

2) They solemnly appeal to the Rwandese parties to show a spirit of compromise and solve the last pending problems. They stress that a solution is urgent, considering political and financial constraints.

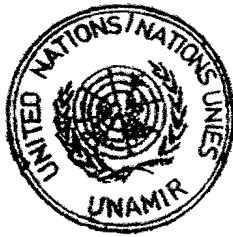
3) They are of the opinion, after consideration of the pertinent provisions of the protocol on power-sharing, that all political parties authorized in Rwanda at the date of signature of this protocole and the RPF should be represented at the transitional National Assembly when it is in place, under the condition that they respect the peace agreement.

It will be the task of the Commission on National Unity and Reconciliation to see that every political force respects the principles of the Code of Political Ethics, the violation of which can lead to the exclusion from the institutions, to be decided by the Supreme Court.

4) They recommend this Commission to be set up immediately after the institutions and be asked to give rapidly its preliminary conclusions on the behaviour of the political parties represented in the institutions.

5) They insist that if this principle is agreed by all concerned, no new cause for delay in the installation of the institutions should be brought up. Each political force should abstain from any attempt which might create new problems between or within political parties. A positive and constructive attitude, at this point in time, is indispensable for the smooth functioning of the installations ceremony for the broad-based institutions and their effective operation.





- 1) Intumwa yihariye y'Umunyabanga Mukuru w'Umuryango w'Abibumbye, Intumwa ya Papa mu Rwanda, ari nawe Mukuru mu bahagarariye ibihugu byabo mu Rwanda, Uhagarariye Umuhuza n'abahagarariye ibihugu byakurikiranye imishyikirano ya Arusha bahuye kugirango basuzume impamvu zikomeza kudindiza ishyirwaho ry'Inteko Ishinga Amategeko na Leta y'Inzibacyuho yaguye.
- 2) Barongera gusaba ibice byombi birebwa n'icyi kibazo ngo bakore ibyashoboka byose bumvikane, inzitizi zose ziveho. Barongera kubibutsa ko kubona imyanzuro ihamye ari ibyihutirwa kubera amatariki ntarengwa muri politiki no mu by'ubukungu.
- 3) Bamaze gusuzuma uko amasezerano y'Amahoro ateye ku byerekeye igabana ry'ubutegetsi, baremeza ko amashyaka yose yari yemewe igihe cyo gushyira umukono ku masezerano ya Arusha na FPR, agomba guhagararirwa mu Nteko Ishinga amategeko y'Inzibacyuho yaguye kuva igihe igiriyeho, apfa gusa kuba yubahirije amasezerano y'amahoro.

Akanama k'Amahoro n'Ubwiyunge bw'Abanyarwanda niko kagomba kugenzura niba buri shyamba ryubahiriza ibikubiye mu mategeko agenga imyitwarire yayo mu gihe cy'inzibacyuho. Ishyamba rizarenga kuri ayo mategeko rigahanishwa kuvanwa muri izo nzego, icyemezo kigafatwa n'Urukiko rw'Ikirenga.

- 4) Barasaba ko ako kanama gashyirwaho vuba na bwangu Inzego zikimara kujyaho, kandi kagashingwa gutanga imyanzuro y'ibanze ku myifatire y'Amashyaka ahagarariwe murizo nzego.
- 5) Barahamya ko niba izo nama zemewe n'impande zombi, nta yindi mpamvu izongera gutinza ishyirwaho ry'Inzego z'Inzibacyuho yaguye. Buri ruhande rugomba kwirinda ikintu cyose cyakongera kubyutsa ibindi bibazo hagati y'Amashyaka. Ubwumvikane n'ubufatanye birakenewe kugirango inzego zombi zaguye zishyirweho kandi zishobore gukora neza.





UNAMIR MINUAR

R W A N D A

[Handwritten signature]

COMMUNIQUE DE PRESSE NO 27/94

RWANDA: APPEL SOLENNEL DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

KIGALI, (BIEP), 28 MARS 1994

DANS UNE DECLARATION CONJOINTE PUBLIEE AUJOURD'HUI, LE REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES, LE NONCE APOSTOLIQUE- DOYEN DU CORPS DIPLOMATIQUE-, LE REPRESENTANT DU FACILITATEUR -L'AMBASSADEUR DE TANZANIE-, ET LES AMBASSADEURS OBSERVATEURS DU PROCESSUS D'ARUSHA (ETATS UNIS, FRANCE, ALLEMAGNE, BELGIQUE, OUGANDA, ZAIRE ET BURUNDI) LANCENT UN APPEL SOLENNEL AUX PARTIES RWANDAISES POUR QU'ELLES FASSENT PREUVE DE COMPROMIS ET SURMONTENT LES DERNIERS OBSTACLES QUI EMPECHENT ENCORE LA MISE EN PLACE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE DE TRANSITION ET DU GOUVERNEMENT DE TRANSITION A BASE ELARGIE.

REPONDANT A LA PRESSE A L'ISSUE DE LA RENCONTRE, LE DR. JACQUES-ROGER BOOH-BOOH A SOULIGNE QUE LES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE ONT DECIDE DE FAIRE CETTE DECLARATION APRES DE LONGUES CONSULTATIONS ENTRE EUX ET AVEC LES RESPONSABLES POLITIQUES RWANDAIS. IL FALLAIT ABSOLUMENT AIDER LES PARTIES RWANDAISES A SORTIR DE L'IMPASSE POLITIQUE ACTUELLE.

IL PRECISE EGALEMENT QUE C'EST LA PREMIERE FOIS, DEPUIS LE DEBUT DE LA CRISE INSTITUTIONNELLE RWANDAISE, QUE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE FAIT CONNAITRE SA POSITION ET ADOPTE UNE DECLARATION RENDUE PUBLIQUE SOUS FORME D'APPEL SOLENNEL.

Bureau d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR,
Kigali, Rwanda: Tel: 8-42278/79/80/81/82/83/84/85
Poste 1428/1484
Téléfax: 8-4275

UNITED NATIONS ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA

MISSION DES NATIONS UNIES POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

**COMMUNIQUE DE PRESSE
NO 27/94**

PAGE 2

SOULIGNANT L'ESPRIT D'IMPARTIALITE ET DE NEUTRALITE DES SIGNATAIRES DE CETTE DECLARATION, LE REPRESENTANT SPECIAL NOTE QUE CELLE CI EST UNE CONTRIBUTION A L'INSTAURATION D'UN CLIMAT DE PAIX ET DE RECONCILIATION NATIONALE. AINSI, SELON LUI, LA DECLARATION REJETTE ET CONDAMNE IMPLICITEMENT TOUTE LA RETHORIQUE DE LA VIOLENCE ET DU TERRORISME QUI N'A FAIT QUE "RETARDER JUSQU'ICI LE PROCESSUS DE PAIX QUE LE PEUPLE RWANDAISE APPELLE DE TOUTES SES FORCES".

MAIS, AJOUTE LE REPRESENTANT SPECIAL, "IL REVIENT AUX RWANDAIS ET A SEULEMENT A EUX, DE SURMONTER LES DIFFICULTES DU MOMENT POUR METTRE EN PLACE LES INSTITUTIONS DE TRANSITION".

M. BOOH-BOOH A EGALEMENT RAPPELE QUE LE CONSEIL DE SECURITE, LORS DE SA PROCHAINE REUNION SUR LE RWANDA, RISQUE D'AVOIR DES DIFFICULTES A PROLONGER LE MANDAT DE LA MISSION DES NATIONS AU RWANDA SI LES SIGNATAIRES DE L'ACCORD DE PAIX D'ARUSHA "CONTINUENT DE FAIRE PASSER LEURS INTERETS PARTISANS AVANT LES INTERETS DU PEUPLE RWANDAIS".

(END)

Bureau d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR,
Kigali, Rwanda: Tel: 8-42278/79/80/81/82/83/84/85
Poste 1428/1484
Téléfax: 8-4275



Office of the Spokesman

**TEXT OF SECRETARY-GENERAL BOUTROS BOUTROS-GHALI'S MESSAGE
FOR UNITED NATIONS DAY, 24 OCTOBER**

"Today the peoples of the United Nations mark the Fiftieth Anniversary of the only truly universal Organization in humanity's history.

"Fifty years is a tiny drop in the stream of the centuries. But no other institution in history has gathered together so many political communities. No other has survived so many storms. No other has built such a promising foundation for the future as has the United Nations.

"In the United Nations was born the concept of peace-keeping, a permanent contribution to the age-old search for peaceful solutions. In the United Nations was heard, proudly and clearly, the voices of the poorest of the poor. Here the difficult issues of development have received the most productive attention. In the United Nations the new Nations of the world came to take their rightful place as Member States. Here sovereignty and statehood come together as the foundation-stones of an emerging international community.

"The peoples of the United Nations stand at a turning point in world affairs. On this Anniversary we commemorate — and assess realistically — a half-century of United Nations existence. And on this Day we are duty-bound to deliberate on the course to be taken by the world Organization in its second half-century.

"Peace is an immediate concern. But the cause of development is essential to enduring success. It calls us to look beyond peace to recognize and take action in the fields of economy, the environment, social justice and democratization.

"Let us learn from our setbacks. More importantly, let us build upon our successes, for there have been many: successes in situations too complex or undramatic to gain wide attention; successes in

the slow and diligent effort to achieve progress visible only over the long-term; and successes in major operations for peace, development and democracy which have not been given the recognition they merit.

"We are gaining momentum. The United Nations provides the focus for a common global effort. Here is the World Organization created to serve all peoples. Here is the machinery we can transform into a responsive instrument essential to the realization of humanity's finest hopes."


**For more information, please contact the Office of the Spokesman in Kigali: phone: 84266 ext.:
11065 or 11081.**



INFORMATION NOTE

TO: All Media

DATE: 11 December 1995

FROM: The Office of the Spokesman  **UNAMIR**

SUBJECT: Press Conference

1. The Special Representative of the UN Secretary-General, Ambassador Shaharyar M. Khan, will hold a press briefing on Wednesday, 13 December 1995 at 11 a.m.
2. All the media, official and private, printed and audio-visual, national and international are welcome.
3. The meeting will take place in the Briefing Room on the ground floor of UNAMIR Headquarters (Hotel Amahoro).

For more information, please contact the Office of the Spokesman in Kigali: phone: 84496, 84539 ext.: # 11075 or 11077.



NOTE D'INFORMATION

A: Tous Média

DATE: 11 décembre 1995

DE: Bureau du Porte-parole, MINUAR

OBJET: Conférence de Presse

1. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le Rwanda, l'Ambassadeur Shaharyar M. Khan, donnera mercredi 13 décembre 1995 à 11h00, une conférence de presse à l'intention des média publics et privés (presse écrite et audio-visuelle), nationaux et internationaux.
2. La séance d'information se déroulera dans la salle de briefing, au rez-de-chaussée du siège de la MINUAR (Hôtel Amahoro).

Pour de plus amples informations, contactez le bureau du Porte-Parole:
tél. 84496, 84539, poste 11075 ou 11077.



Bureau du Porte-parole

JOURNEE DES DROITS DE L'HOMME**LE 10 DECEMBRE 1995**

Message du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
Dr. Boutros Boutros-Ghali

En célébrant, chaque année, cette journée, nous voulons tout d'abord commémorer l'adoption, par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 10 décembre 1948, de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

En cette année où nous célébrons le Cinquantième anniversaire de l'Organisation mondiale, il convient de rappeler que la Déclaration universelle complète et amplifie le message des Pères fondateurs de la Charte, en affirmant, de la façon la plus solennelle, les droits inviolables de la personne humaine.

Depuis l'origine, l'Organisation des Nations Unies conduit, dans ce domaine, une action normative considérable au service non seulement des droits individuels, mais aussi des droits civils et politiques, ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels.

Mais il faut aller plus loin. Car la règle de droit n'a de sens que si elle est effectivement appliquée et juridiquement sanctionnée.

C'est la raison pour laquelle il faut inciter en permanence les Etats à ratifier les textes élaborés dans le domaine des droits de l'homme. Et il faut les engager à les respecter!

C'est la raison pour laquelle, aussi, l'action juridictionnelle de la Communauté internationale doit être renforcée. Les Tribunaux chargés de juger les crimes de guerre et les violations des droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie et au Rwanda vont dans ce sens.

Mais ils sont, hélas, aussi, la conséquence et la traduction de drames profonds qui déshonorent la Communauté internationale dans son ensemble et qui font resurgir le spectre du génocide qu'on croyait à jamais disparu.

Il est donc plus que jamais nécessaire de dire que les droits de l'homme ne peuvent véritablement se concevoir et s'affirmer que dans le cadre d'un projet politique durable qui puisse les inscrire au plus profond de la conscience des peuples et des nations. Ce projet politique porte un nom : c'est la démocratie.

Je suis, en effet, convaincu que seule la démocratie à l'intérieur des Etats, et à l'intérieur de la Communauté des Etats, est le véritable garant des droits de l'homme.

Car c'est par la démocratie que se réconcilient les droits individuels et les droits collectifs, les droits des peuples et les droits des personnes. C'est par la démocratie que s'harmonisent les droits des Etats et les droits de la communauté des Etats.

L'impératif de démocratisation est donc bien un enjeu capital. Il doit s'imposer à la Communauté internationale. Et l'Organisation des Nations Unies doit tout mettre en oeuvre pour sensibiliser les Etats, les peuples et les nations à cette nécessité démocratique.

C'est là le message que je voudrais vous adresser, aujourd'hui : la démocratie est l'expression politique de notre patrimoine commun. Elle est un bien qui doit être partagé par tous. Et, à l'instar des droits de l'homme, elle revêt une dimension universelle. Démocratie et droits de l'homme sont donc bien des objectifs indissociables. Et c'est vers eux qu'inlassablement doivent tendre nos efforts.

Je compte donc sur chacune et chacun d'entre vous pour m'aider dans cette voie.

Je vous remercie de votre mobilisation et de votre engagement.

Pour de plus amples informations, contacter le bureau du Porte-parole: tél. 84496, 84539, 84510 poste 11075 ou 11077.



Office of the Spokesman

HUMAN RIGHTS DAY**10 DECEMBER 1995**

Message of the Secretary-General of the United Nations
Dr. Boutros Boutros-Ghali

Annually on this Human Rights Day, we commemorate the adoption by the UN General Assembly, on 10 December 1948, of the Universal Declaration of Human Rights. This year we have been celebrating the fiftieth anniversary of the World Organization. So on Human Rights Day 1995 we should recall that the Universal Declaration grew out of the Charter of the United Nations itself.

It built on and codified the central message of the drafters of the Charter by setting out, clearly and explicitly, the inviolable rights of the human person.

Since its inception, the United Nations Organization has worked to extend its normative efforts not only into the field of individual rights but also into those of economic, social and cultural rights.

Now the time has come to go further. For the rule of law is meaningless unless steps are taken to ensure that it is applied judicially.

That is why we should be unceasing in our efforts to encourage States to ratify international human rights laws, and why we must also do all we can to ensure that they abide by them.

Efforts of the international community to extend its jurisdiction must be stepped up. The International Courts dealing with war crimes and human rights violations in the former Yugoslavia and in Rwanda are good examples.

But they are also -- unfortunately -- the reflection of deep and shameful dilemmas within the international community which show that the spectre of genocide -- which we had once thought had disappeared for ever -- is, alas, very much still with us.

So it is more than ever necessary to make it clear that the concept of human rights makes sense only if it forms part of a political project which makes a lasting impact on the conscience of peoples and nations.

That project is called democracy. My profound belief is that only democracy -- both within States, and within the community of States -- can truly guarantee human rights.

That is because democracy alone can reconcile individual and collective rights, the rights of peoples and the rights of individuals. It is through democracy that the rights of States and the rights of the community of States are harmonized.

Democratization must therefore be a goal of the international community. And the United Nations must make every effort to make States, peoples and nations aware of this democratic necessity.

So my message today is this: democracy is the political expression of our common heritage. Democracy is for everyone. And, like human rights, democracy has a universal dimension. So democracy and human rights are goals which are indissolubly linked and which must be pursued together. And we must work untiringly for both of them.

I count on your help to take the world along that path.

I thank you for your work and your commitment.

For more information, please contact the Office of the Spokesman in Kigali: phone: 84496, 84539, 84510 ext.: # 11075 or 11077.
